

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°01-2026- du 12 janvier 2026

En bref

Énergie

1. **Inde** : Le gouvernement indien alloue 807 M USD pour le soutien à la fabrication d'aimants permanents à base de terres rares.
2. **Maldives** : Déploiement d'un système de stockage de l'énergie par batteries à Fuvahmulah.
3. **Maldives** : Les Maldives accélèrent leur production d'électricité renouvelable.
4. **Sri Lanka** : La Banque asiatique de développement accorde un prêt de 100 M USD au Sri Lanka pour soutenir la réforme du secteur de l'électricité.
5. **Sri Lanka** : Le Sri Lanka présente sa nouvelle Politique nationale de l'électricité.

Transports

6. **Bangladesh** : Réduction drastique du budget alloué aux projets en cours dans le cadre de la révision du Programme annuel de développement (RADP).
7. **Népal** : L'Inde et le Népal renforcent leur interconnectivité ferroviaire pour le commerce.
8. **Inde** : L'Inde lance un système d'alerte de sécurité routière basé sur les télécommunications.
9. **Inde** : L'Inde lance la construction de son premier remorqueur portuaire entièrement électrique.

10. **Inde** : L'Inde étend le déploiement de son système de protection automatique des trains Kavach 4.0.
11. **Inde** : Le Telangana présente la Vision 2047 avec un objectif de porter le PIB de l'Etat à 3 000 Mds USD d'ici 2047.
12. **Inde** : Varanasi renforce sa position de pôle d'exportation de locomotives ferroviaires indiennes.
13. **Inde** : L'Inde lance un programme de soutien de 447 Mds INR pour renforcer la construction navale.
14. **Inde** : Percée du premier tunnel de montagne du projet de train à grande vitesse Mumbai–Ahmedabad
15. **Sri Lanka** : Signature d'un accord de services portuaires avec CMA CGM.

Ville

16. **Inde** : Ahmedabad souhaite devenir la capitale du sport indien.
17. **Inde** : Opérationnalisation de cinq infrastructures de gestion des eaux usées dans le cadre de la mission Namami Gange.

Environnement

18. **Inde** : La Cour Suprême redéfinit la chaîne des Aravalli avant de suspendre sa décision, exposant celle-ci à des risques accrus de minage et d'étalement urbain.
19. **Sri Lanka** : Le cyclone Ditwah a causé des dégâts considérables sur les infrastructures de transport.

Numérique

20. **Bangladesh** : La Koica financera 96 M USD pour former des talents dans le numérique, renforcer la cybersécurité et développement rural.
21. **Népal** : L'autorité des télécommunications ouvre la voie à l'octroi de licences pour le déploiement de la 5G.
22. **Inde** : Le gouvernement renonce à imposer l'installation controversée de l'application de cybersécurité *Sanchar Saathi*.
23. **Inde** : Le gouvernement approuve un investissement de près de 5 Mds USD pour la production de composants électroniques

Santé

24.Inde : Débat en Inde sur la protection des données cliniques pharmaceutiques.

Aviation civile

25.Inde : La compagnie aérienne IndiGo annule plusieurs milliers de vols en décembre, le trafic aérien gravement perturbé.

26.Inde : Le groupe Tata investit dans les infrastructures de maintenance aéronautique.

27.Inde : Le ministère de l'aviation civile donne approuve la création de deux nouvelles compagnies aériennes régionales.

Énergie

Inde

Le gouvernement indien alloue 807 M USD pour le soutien à la fabrication d'aimants permanents à base de terres rares

Le cabinet du Premier ministre a approuvé le programme de soutien à la fabrication d'aimants permanents frittés en terres rares (*Scheme to Promote Manufacturing of Sintered Rare Earth Permanent Magnets*), doté d'une enveloppe de 72,8 Mds INR (807 M USD) sur sept ans. Sur ce total, 64,5 Mds INR (715 M USD) prendront la forme d'une subvention à l'achat pendant cinq ans, tandis que 7,5 Mds INR (83 M USD) correspondront à une subvention en capital pour la mise en place d'unités de production d'une capacité totale de 6 000 tonnes par an. Le programme prévoit de désigner cinq bénéficiaires dans le cadre d'un appel d'offres mondial, chacun pouvant se voir allouer jusqu'à 1 200 tonnes par an.

Les aimants en terres rares sont des aimants durables et particulièrement puissants malgré leur petite taille, fabriqués à partir d'alliages d'éléments de terres rares. Ils sont largement utilisés dans de nombreux secteurs industriels, notamment les véhicules électriques, les énergies renouvelables, les applications industrielles et l'électronique grand public. Aujourd'hui, la Chine produit près de 90 % de ces aimants, tandis que la demande devrait doubler d'ici 2030, passant en Inde de 4 000 -5 000 tonnes par an à environ 10 000 tonnes par an. Ce programme s'inscrit dans le prolongement de la récente *National Mission on Critical Minerals*, mais aussi des différents programmes de soutien similaires aux semi-conducteurs ou à l'automobile.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Maldives

Déploiement d'un système de stockage de l'énergie par batteries à Fuvahmulah

Le ministère du Tourisme et de l'Environnement maldivien a engagé les travaux pour l'installation d'un système de stockage par batteries (BESS) de 2 MW au sein de la centrale électrique de Fuvahmulah, atoll au sud du pays. Couplé à une capacité solaire équivalente, ce dispositif doit accroître la part des énergies renouvelables dans le mix local et améliorer la stabilité du réseau.

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme national *Accelerating Sustainable System Development Using Renewable Energy*, confié à une entreprise chinoise, qui prévoit le déploiement de 38 MWh de stockage et de systèmes de gestion énergétique sur 18 îles (unités de 500 à 3 000 kWh selon la demande). L'objectif affiché est de réduire la dépendance au diesel.

[En savoir plus](#)

Les Maldives accélèrent leur production d'électricité renouvelable

Les Maldives affichent une progression rapide de leur production électrique d'origine renouvelable. D'après le ministre du Tourisme et de l'Environnement, elle est passée de 53 MW en 2023 à 110 MW fin 2025, soit un doublement en deux ans. Cette dynamique s'inscrit dans l'objectif gouvernemental de porter à 33 % la part des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité d'ici 2028, objectif rappelé au plus haut niveau et repris dans la stratégie nationale énergie 2024-2029. Selon les informations communiquées par le ministère, le déploiement repose notamment sur la solarisation d'îles et l'ajout de stockage par batteries : 102 îles auraient déjà été équipées (28 MW solaires et 10 MW de stockage) et une nouvelle phase viserait 101 îles supplémentaires (164 MW solaires et 158 MW de stockage). L'enjeu est aussi budgétaire : l'archipel dépend encore largement des carburants importés pour produire son électricité, avec des coûts élevés et des subventions.

[En savoir plus](#)

Sri Lanka

La Banque asiatique de développement accorde un prêt de 100 M USD au Sri Lanka pour soutenir la réforme du secteur de l'électricité

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt budgétaire de 100 M USD, complété par 2,5 M USD d'assistance technique, pour soutenir la deuxième phase des réformes du secteur électrique sri-lankais. Le programme accompagne la réorganisation du Ceylon Electricity Board (CEB), l'entreprise publique de production électrique, en entités opérationnelles distinctes afin d'améliorer la gouvernance, de renforcer la viabilité financière du secteur et favoriser le développement des énergies renouvelables. Il prévoit également la mise en place de tarifs reflétant les coûts, la restructuration de la dette du CEB ainsi que des mesures d'inclusion sociale, notamment le maintien de tarifs préférentiels pour les ménages vulnérables.

[En savoir plus](#)

Le Sri Lanka présente sa nouvelle Politique nationale de l'électricité

Le ministère de l'Énergie sri-lankais a publié le 15 décembre 2025 un projet de Politique nationale de l'électricité, ouverte à la consultation publique jusqu'au 9 janvier 2026. Le texte s'inscrit dans le cadre de la *Sri Lanka Electricity Act No. 36 of 2024*, qui prévoit qu'une politique nationale de l'électricité, une fois approuvée, soit publiée et mise en œuvre par le régulateur. Le projet affiche comme axe central la soutenabilité financière du secteur, avec notamment la mise en œuvre stricte d'une tarification fondée sur les coûts, la montée en puissance d'une régulation fondée sur la performance et des mécanismes d'analyse comparative, le maintien d'un tarif social de première nécessité pour les ménages éligibles et une réduction progressive des subventions croisées. Pour les énergies renouvelables, une généralisation d'un processus d'appels d'offres compétitifs est prévue, tout en indiquant que les contrats d'achat déjà signés seraient respectés (sous réserve du cadre juridique applicable).

[En savoir plus](#)

Transports

Bangladesh

Réduction drastique du budget alloué aux projets en cours dans le cadre de la révision du Programme annuel de développement (RADP)

Le gouvernement bangladais a drastiquement réduit les allocations dédiées au développement de plusieurs projets majeurs de métro à Dhaka. Le budget de la ligne MRT-1 (nord-sud), projet phare, a été réduit de plus de 90 % dans le Programme annuel de développement révisé (RADP), passant de 86,3 Mds BDT (710 M USD) à seulement 8 Mds BDT (65 M USD). La section nord de la ligne MRT-5 subit également une diminution de crédits importante, d'environ 60 %, avec une allocation ramenée de 14,9 Mds BDT (122 M USD) à 5,9 Mds BDT (48 M USD). Selon les autorités, ces coupes reflètent des besoins de dépenses bien inférieurs aux prévisions initiales, en raison de la suspension des appels d'offres internationaux et de la réévaluation approfondie des coûts menée avec l'agence japonaise JICA. Les coûts de construction du métro au Bangladesh apparaissent en effet anormalement élevés. Ils seraient jusqu'à cinq fois supérieurs à ceux constatés en Inde, et au-dessus de ceux de Riyad ou Dubaï, malgré l'usage de technologies plus avancées dans ces derniers.

Au-delà du métro, plusieurs grands projets d'infrastructure font également l'objet de fortes réductions budgétaires. Le port en eau profonde de Matarbari voit son allocation réduite de 73 %, faute de progrès significatifs depuis la révision du coût du projet en octobre, passant d'environ 40 Mds à 21 Mds BDT (327 M USD à 172 M USD). L'extension de l'aéroport international de Dhaka enregistre pour sa part une coupe d'environ 70 %, les fonds alloués n'ayant pas été utilisés au rythme prévu. Pour ce projet, seuls 105 Mds BDT (859 M USD) avaient été dépensés à fin juin 2025, sur un budget total de 213,9 Mds BDT (1,8 Md USD), alors que l'allocation annuelle s'élevait à 10,4 Mds BDT (85 M USD).

Selon la Commission de planification, ces révisions s'inscrivent dans une stratégie budgétaire résolument restrictive. Le ministère des Finances a proposé une réduction globale de 300 Mds BDT (2,47 Mds USD) du programme de développement annuel, en abaissant les financements gouvernementaux de 1 440 à 1 280 Mds BDT (11,8 à 10,5 Mds USD), et les prêts et dons extérieurs de 860 à 720 Mds BDT (7 à 5,9 Mds USD).

[En savoir plus](#)

Népal

L'Inde et le Népal renforcent leur interconnectivité ferroviaire pour le commerce

L'Inde et le Népal ont modifié leur Traité de transit bilatéral afin de renforcer la connectivité ferroviaire pour le commerce transfrontalier. L'accord a été signé à New Delhi par les ministres en charge du commerce des deux pays.

L'amendement permet une connectivité ferroviaire directe sur la ligne Jogbani (Bihar, Inde) - Biratnagar (Népal) pour le transport de fret conteneurisé et en vrac. Il facilite l'acheminement des marchandises depuis des ports indiens tels que Kolkata et Visakhapatnam jusqu'au terminal douanier népalais de Biratnagar, dans le district de Morang. La ligne Jogbani-Biratnagar a été construite avec une aide financière indienne et inaugurée en juin 2023.

Auparavant, l'accès ferroviaire du Népal était limité et le transit s'effectuait principalement par des postes terrestres spécifiques. Le protocole révisé étend les opérations ferroviaires sur plusieurs corridors indiens, dont Calcutta-Jogbani, Calcutta-Nautanwa (Uttar-Pradesh) et Nautanwa-Visakhapatnam (Andhra Pradesh).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Inde

L'Inde lance un système d'alerte de sécurité routière basé sur les télécommunications

La *National Highways Authority of India* (NHAI) a signé un protocole d'accord avec l'opérateur Reliance Jio afin de tester un système d'alerte de sécurité routière reposant sur les réseaux de télécommunications le long des routes nationales. Le dispositif s'appuie sur les infrastructures 4G et 5G existantes pour transmettre des alertes en temps réel aux usagers. Les conducteurs approchant de zones à risque identifiées, telles que des tronçons accidentogènes, des zones de présence de bétail, des secteurs exposés au brouillard ou des déviations d'urgence, recevront des notifications par messages ou appels prioritaires. L'objectif est d'inciter à une adaptation de la vitesse et du comportement de conduite avant l'entrée dans ces zones.

La phase pilote permettra d'affiner l'identification des zones à risque et les seuils de déclenchement des alertes dans certaines régions, dans le respect des règles en vigueur en matière de télécommunications et de protection des données. La NHAI a indiqué envisager des partenariats similaires avec d'autres opérateurs afin d'élargir la couverture à l'échelle nationale. En 2024, les routes nationales ont enregistré plus de 52 000 décès en Inde.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde lance la construction de son premier remorqueur portuaire entièrement électrique

L'Inde a lancé la construction de son premier remorqueur portuaire entièrement électrique pour l'autorité portuaire de Deendayal à Kandla (Gujarat). Le projet s'inscrit dans le cadre du *Green Tug Transition Programme* du ministère des Ports, de la Navigation et des Voies navigables, qui vise à encourager l'adoption de solutions à faibles émissions dans les ports indiens.

Le programme prévoit le déploiement de 50 remorqueurs à propulsion bas carbone d'ici 2030, dont 16 lors d'une première phase entre 2024 et 2027. Le remorqueur en construction disposera d'une capacité de traction de 60 tonnes et sera équipé d'un système de propulsion entièrement électrique, permettant un fonctionnement sans émissions directes et avec des besoins de maintenance réduits.

Le projet est mis en œuvre par l'entreprise indienne Atreya Shipyard, avec l'appui de partenaires techniques internationaux. Une fois opérationnel, le remorqueur assurera des missions portuaires courantes telles que les manœuvres, l'assistance aux navires et les interventions d'urgence.

Cette initiative s'aligne avec les orientations nationales, notamment la Maritime India Vision 2030. Plusieurs ports, dont Paradip, Jawaharlal Nehru Port Authority et V.O. Chidambaranar Port Authority, ont déjà engagé des procédures similaires.

[En savoir plus](#)

L'Inde étend le déploiement de son système de protection automatique des trains Kavach 4.0

Le ministère indien des Chemins de fer a annoncé la mise en service de Kavach 4.0, version actualisée du contrôle automatique des trains (*Automatic Train Control*), sur 738 km de lignes réparties sur deux corridors à forte densité de trafic, Palwal Mathura Nagda sur l'axe Delhi-Mumbai (à l'Ouest du pays) et Howrah-Bardhaman sur l'axe Delhi-Howrah (à l'Est du pays).

Le système Kavach permet de prévenir les excès de vitesse et le franchissement de signaux fermés par l'activation automatique du freinage. La version 4.0, approuvée en juillet 2024, améliore la précision de localisation, la gestion de l'information en gare, les interfaces en fibre optique et l'intégration avec les systèmes d'enclenchement électronique.

Le déploiement à grande échelle est en cours. Les équipements déjà installés comprennent 7 129 km de fibre optique, 860 tours de télécommunication, 549 installations en gare et des équipements de voie sur 2 674 km. À ce stade, 4 154 locomotives sont équipées et des appels d'offres ont été lancés pour 9 069 unités supplémentaires. Plus de 40 000 agents ferroviaires ont été formés, dont environ 30 000 conducteurs. Le coût est estimé à environ 60 000 USD par km pour les équipements de voie et 96 000 USD par locomotive.

[En savoir plus](#)

Le Telangana présente la Vision 2047 avec un objectif de porter le PIB de l'Etat à 3 000 Mds USD d'ici 2047

Le gouvernement du Telangana a présenté la « Vision 2047 », une stratégie de long terme visant à porter l'économie de l'État à 3 000 Mds USD d'ici 2047. Cette feuille de route repose sur des réformes dans les domaines du développement urbain, des transports, de l'industrie et de la gouvernance numérique. Elle a été dévoilée lors du Telangana *Global Rising Summit* les 8 et 9 décembre.

Le PIB du Telangana est actuellement estimé à environ 200 Mds USD. La stratégie fixe un objectif intermédiaire de 1 000 Mds USD à l'horizon 2034, puis de 3 000 Mds USD en 2047. Elle prévoit la création de trois zones économiques dédiées et le lancement de projets structurants, dont *Bharat Future City* et de nouveaux corridors industriels.

Les transports constituent un axe central de la feuille de route, avec un accent mis sur les solutions bas carbone. Les mesures annoncées incluent l'électrification des flottes, le soutien à la fabrication de véhicules électriques et une politique de mise à la casse visant les véhicules de plus de 15 ans.

Varanasi renforce sa position de pôle d'exportation de locomotives ferroviaires indiennes

Banaras Locomotive Works (BLW), située à Varanasi (Uttar Pradesh), renforce sa position de pôle d'exportation de locomotives indiennes, illustrée par l'envoi, le 15 décembre 2025, de la sixième locomotive diesel-électrique de 3 300 chevaux fabriquée localement à destination du Mozambique. Cette livraison s'inscrit dans le cadre d'un contrat portant sur dix locomotives pour les Chemins de fer mozambicains, exécuté via l'entreprise publique indienne RITES. Conçues pour des voies à écartement Cape (1 067 mm) et une vitesse maximale de 100 km/h, ces locomotives intègrent des équipements conformes aux standards internationaux.

Entreprise publique relevant d'*Indian Railways*, BLW exporte des locomotives depuis 2014 vers d'autres pays dont le Sri Lanka, le Myanmar et le Mozambique. Ces exportations s'inscrivent dans l'initiative « *Make in India - Make for the World* ».

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde lance un programme de soutien de 447 Mds INR pour renforcer la construction navale

Le gouvernement indien a publié, le 27 décembre 2025, les lignes directrices pour l'opérationnalisation de deux programmes majeurs de soutien à la construction navale, dotés d'une enveloppe totale de 447 Mds INR (5,4 Mds USD), afin d'accroître les capacités domestiques et la compétitivité internationale du secteur. Ces mesures, portées par le ministère des Ports, de la Navigation et des Voies navigables, couvrent le *Shipbuilding Financial Assistance Scheme* (SBFAS) et le *Shipbuilding Development Scheme* (SbDS).

Le SBFAS, doté de 247,4 Mds INR (3 Mds USD), prévoit une aide financière de 15 à 25 % par navire. Les décaissements seront échelonnés selon l'avancement des travaux et sécurisés par des instruments financiers. Le dispositif introduit également un crédit de déconstruction navale, équivalent à 40 % de la valeur de la ferraille, pour les navires recyclés dans des chantiers indiens. Sur dix ans, le SBFAS devrait soutenir des projets de construction navale pour un montant total de 960 milliards INR (11,6 Mds USD) et stimuler l'emploi sur l'ensemble de la chaîne de valeur maritime. Le SbDS, doté de 199,9 Mds INR (2,4 Mds USD), vise le développement de capacités de long terme, avec un soutien intégral aux infrastructures communes de nouveaux *clusters* industriels et une aide en capital de 25 % pour la modernisation de chantiers existants. Il prévoit également la création d'un *India Ship Technology Centre* dédié à la R&D, au design et aux compétences. Les deux programmes sont valables jusqu'au 31 mars 2036, avec une extension de principe jusqu'en 2047, en cohérence avec la stratégie maritime indienne et l'initiative *Make in India*.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Percée du premier tunnel de montagne du projet de train à grande vitesse Mumbai–Ahmedabad

Le projet de train à grande vitesse Mumbai–Ahmedabad (MAHSR) a franchi une étape majeure avec la percée du premier tunnel de montagne, le 2 janvier 2026, dans le district de Palghar (Maharashtra). D’une longueur de 1,5 km, ce tunnel est situé entre les gares de Virar et Boisar et figure parmi les plus longs tunnels de montagne du corridor.

Auparavant, le projet avait achevé, en septembre 2025, un tunnel souterrain d’environ 5 km entre Thane et le complexe Bandra-Kurla. Le corridor MAHSR s’étend sur 508 km, pour une longueur totale de tunnels d’environ 27,4 km, incluant tunnels de montagne et tunnels de surface. Une fois opérationnelle, la ligne devrait réduire le temps de trajet entre Mumbai et Ahmedabad à environ 2h. Le projet est soutenu dans le cadre du *Partnership for Global Infrastructure and Investment* (PGII) du G7 et reposera sur la technologie japonaise Shinkansen E5.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Ville

Inde

Ahmedabad souhaite devenir la capitale du sport indien

La capitale du Gujarat a été choisie en novembre dernier pour accueillir le centenaire des Jeux du Commonwealth en 2030. La ville construit actuellement le Sardar Vallabhbhai Patel Sports Enclave (SVPSE), un complexe regroupant l’ensemble des infrastructures nécessaires, susceptibles d’être réutilisées pour les Jeux olympiques de 2036 si la candidature était retenue, avec l’ambition de faire d’Ahmedabad la capitale indienne du sport. Le regroupement de la quasi-totalité des épreuves ainsi que de l’hébergement des athlètes, principalement des logements étudiants améliorés, est présenté comme un levier de développement durable, en limitant les émissions liées aux transports.

Cette ambition s’accompagne d’une forte hausse du budget alloué au sport dans l’État, passé de 25 M INR (275 000 USD) à 5,2 Mds INR (57 M USD) en vingt ans, et d’un développement rapide du reste de la ville, notamment des infrastructures touristiques. L’extension de GIFT City (Gujarat International Finance Tec) dans l’aire urbaine d’Ahmedabad, projet lancé en 2007 pour bâtir un centre financier international, devrait également en bénéficier, avec une attention renforcée des pouvoirs publics et une meilleure connexion aux transports en commun, en particulier le métro d’Ahmedabad et le projet de TGV entre Ahmedabad et Mumbai.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Opérationnalisation de cinq infrastructures de gestion des eaux usées dans le cadre de la mission Namami Gange

En 2025, neuf stations d'épuration ont été mises en service, dont cinq en fin d'année dans le cadre de la phase II de la mission Namami Gange. Le nombre total de stations d'épuration opérationnelles atteint ainsi 173, pour une capacité cumulée d'environ 4 000 millions de litres par jour (MLD). Ces infrastructures contribuent au contrôle des rejets d'eaux usées industrielles et domestiques dans le Gange et ses affluents.

Lancée en 2014 et portée par l'État central, la mission Namami Gange s'inscrit dans le cadre de la *National Mission for Clean Ganga* (NMCG). Le bassin versant du Gange concentre plus de 40 % de la population indienne, faisant de sa dépollution un enjeu sanitaire majeur, les rejets d'eaux usées non traitées constituant la principale source de pollution du fleuve. Au-delà de l'assainissement, le programme comprend également des actions de préservation de la biodiversité, d'afforestation avec plus de 30 000 hectares prévus, ainsi que de surveillance de la qualité de l'eau, via l'installation programmée de 113 stations de suivi en temps réel.

Au titre du programme Namami Gange, phases I et II couvrant respectivement les périodes 2014–2021 et 2014–2026, 513 projets tous volets confondus avaient été approuvés à fin octobre 2025, pour un investissement total de 420 milliards INR (4,66 Mds USD), dont 344 projets achevés.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Environnement

Inde

La Cour Suprême redéfinit la chaîne des Aravalli avant de suspendre sa décision, exposant celle-ci à des risques accrus de minage et d'étalement urbain

La Cour suprême de l'Inde a validé en novembre 2025, puis temporairement suspendu fin décembre 2025 à la suite de vives contestations de la société civile, une définition uniforme de la chaîne des Aravalli fondée sur un critère d'altitude. Selon cette décision, seuls les reliefs présentant une élévation d'au moins 100 mètres par rapport au terrain environnant, incluant leurs pentes et zones adjacentes, seraient reconnus comme faisant partie de la chaîne des Aravalli. Sur les 12 081 collines cartographiées dans ce système, seules 9 % répondraient à ce critère, excluant ainsi une large majorité des formations du champ d'application du droit de la protection de l'environnement. Cette redéfinition est susceptible d'affaiblir les mécanismes existants de contrôle de l'exploitation minière et de l'urbanisation. Avant de suspendre sa décision, la Cour avait toutefois ordonné la réalisation d'une cartographie scientifique ainsi que l'élaboration d'un plan d'exploitation minière durable, tout en gelant l'octroi de nouveaux permis miniers jusqu'à l'achèvement de ces travaux. Les débats ont également mis en lumière l'ampleur des activités minières illégales dans la région : en 2025, plus de 4 500 inspections ont été menées pour lutter contre le minage illégal, conduisant à l'enregistrement de 536 affaires.

S'étendant sur environ 692 km, de Delhi au Gujarat en passant par le sud de l'Haryana et l'ouest du Rajasthan, la chaîne des Aravalli joue un rôle écologique dans la recharge des nappes phréatiques, la régulation des poussières et la préservation de la biodiversité des régions qu'elle traverse.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

Le cyclone Ditwah a causé des dégâts considérables sur les infrastructures de transport

Les routes et le réseau ferroviaire srilankais ont été gravement endommagés par le cyclone Ditwah. Seules deux lignes de chemin de fer sont actuellement en service (ligne côtière et la ligne Kelani Valley), après que des glissements de terrain et des pluies torrentielles ont emporté des portions de voie et endommagé des ponts. Au 5 décembre, seuls 322 kilomètres des 1 436 que compte le réseau étaient opérationnels. Les dégâts les plus importants concernent les lignes de Kandy, Badulla et Matale, situées dans les régions montagneuses. Sri Lanka Railways a recensé 286 incidents, dont 159 causés par des glissements de terrain et 100 incidents impliquant des arbres tombés sur les voies ou le sapement du terrain sous les rails. L'entreprise ferroviaire publique estime à un mois et demi la durée des travaux nécessaires pour restaurer la circulation sur l'ensemble des lignes. Concernant les routes, il est estimé que 190 Mds LKR (677 M USD) seraient nécessaires pour réparer l'ensemble des infrastructures endommagées.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

Bangladesh

La Koica financera 96 M USD pour former des talents dans le numérique, renforcer la cybersécurité et contribuer au développement rural

L'agence coréenne Koica lancera dès 2026 un ensemble de projets totalisant 96 M USD de subventions pour soutenir le développement technologique, les compétences en IA et la résilience sociale au Bangladesh. Deux programmes majeurs, d'une part la formation d'experts en déconstruction naval éco-responsable utilisant des technologies d'IA, et d'autre part, une initiative de développement rural, recevront chacun 30 M USD. Koica financera aussi 26 M USD pour former des spécialistes en technologies avancées (notamment IA) et établir un centre national de cybersécurité intégrant l'IA. Enfin, un financement de 10 M USD sera dédié aux services de santé pour les jeunes Rohingyas et les communautés hôtes. Ces projets prolongent l'engagement croissant de la Corée, dont l'ODA cumulée dépasse 230 M USD.

[En savoir plus](#)

Népal

L'autorité des télécommunications ouvre la voie à l'octroi de licences pour le déploiement de la 5G

La *Nepal Telecommunications Authority* (NTA) a transmis au Ministère de la Communication, de l'Information et de la Technologie son approbation à l'ouverture à la concurrence pour l'octroi des licences d'exploitation des fréquences au débit 5G. L'autorité de régulation a déjà établi les textes encadrant l'attribution des licences 5G, notamment en ce qui concerne l'appel d'offre, la grille tarifaire et les modalités de diffusion. Malgré plusieurs annonces en 2021 et 2022, *Nepal Telecom* n'est toujours pas parvenu à établir sa propre liaison 5G sur le territoire népalais. L'opérateur public de télécommunications avait déjà noué un partenariat avec deux opérateurs chinois, CCSI et ZTE, pour l'établissement du réseau 4G au Népal. Des interrogations subsistent sur la soutenabilité financière du déploiement de la connectivité 5G dans le pays.

[En savoir plus](#)

Inde

Le gouvernement renonce à imposer l'installation controversée de l'application de cybersécurité *Sanchar Saathi*

Cette application, rendue disponible en janvier 2025, vise selon le gouvernement à lutter contre la cybercriminalité, les vols de téléphones mobiles et les escroqueries en ligne, à travers notamment l'identification de l'*International Mobile Equipment Identity* et de l'identité du propriétaire du téléphone. En novembre 2025, la Direction des Télécommunications avait émis une directive ordonnant aux industriels de la téléphonie mobile de préinstaller cette application sur les appareils vendus en Inde. Cette décision a suscité de vives protestations des industriels et dans la société civile. Les préoccupations portaient en particulier sur la protection de la vie privée et à l'exploitation des données personnelles par l'Etat. Apple avait notamment déclaré que cette obligation était contraire à sa politique de confidentialité. Le ministère des Communications a finalement annoncé le 3 décembre 2025 qu'il renonçait à cette nouvelle obligation.

[En savoir plus](#)

Le gouvernement approuve un investissement de près de 5 Mds USD pour la production de composants électroniques

Dans le cadre de l'*Electronics Component Manufacturing Scheme* (ECMS), le gouvernement indien a approuvé vingt-deux nouveaux projets représentant un investissement total de 4,64 Mds USD. Ces projets couvrent la production industrielle de 11 catégories de composants et sous-ensemble électroniques dont les applications couvrent des secteurs critiques : télécommunications, défense et automobile. Cela comprend en particulier des composants fondamentaux (cellules lithium-ion, circuit imprimé) et des sous-ensembles électroniques (modules caméra, optique). Ce programme, destiné à accroître la production industrielle de composants électroniques en Inde, répartit ces investissements dans huit Etats et devrait créer environ 50 000 emplois directs.

Santé

Inde

Débat en Inde sur la protection des données cliniques pharmaceutiques

Le gouvernement indien est actuellement engagé dans des délibérations approfondies entre plusieurs ministères concernant l'introduction de la protection des données cliniques (*data exclusivity*) dans le cadre réglementaire des médicaments. Alors que le ministère du Commerce, poussé par des accords commerciaux comme celui avec l'Association européenne de libre-échange (EFTA), est plutôt favorable à une forme de protection pour encourager l'investissement, le ministère de la Santé, l'industrie générique locale et des groupes de la société civile indiquent craindre le retardement de l'arrivée de génériques sur le marché. Cette protection pourrait empêcher temporairement les fabricants de médicaments génériques d'utiliser les données des essais cliniques, même après l'expiration des brevets, étendant ainsi les périodes de monopole et limitant l'accès des patients à des traitements plus abordables. Aucune décision finale n'a été prise, et des propositions examinant des périodes d'exclusivité plus courtes avec des garde-fous sont à l'étude.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Aviation civile

Inde

La compagnie aérienne IndiGo annule plusieurs milliers de vols en décembre, le trafic aérien gravement perturbé

IndiGo, première compagnie aérienne d'Inde en nombre de passagers, a subi de graves dysfonctionnements conduisant à l'annulation de plus de 4 000 vols depuis le 2 décembre 2025. IndiGo, qui capte près de 64 % du marché domestique indien, fait face à des « problèmes opérationnels inattendus » dus à un déficit croissant de pilotes. Un nouveau système de rotation des équipages avait été mis en place par la compagnie pour faire face à l'intensification de la demande (2 300 vols par jour avant la crise) et aux nouvelles normes de sécurité aérienne relatives au temps de repos des pilotes réalisant un vol de nuit. Le Ministère de l'Aviation Civile a diligenté une enquête pour déterminer les causes de cette crise qui perturbe le trafic aérien en Inde. Le régulateur a également accordé à IndiGo un délai jusqu'en février pour la mise en œuvre des nouvelles normes sur le temps de repos des pilotes. IndiGo a également réduit de 10 % son programme de vol pour la saison hivernale.

[En savoir plus](#)

Le groupe Tata investit dans les infrastructures de maintenance aéronautique

L'entreprise d'ingénierie et construction Tata Projects Ltd, filiale du groupe Tata, a conclu un partenariat avec le groupe Aircraft Support Industries, basé à Dubaï et spécialisé dans la construction d'infrastructures pour la maintenance, réparation et rénovation des aéronefs (MRO – Maintenance, Reparation & Overhaul). Ce partenariat vise à produire des hangars de MRO en Inde. Le développement en Inde des capacités de MRO, bénéficie d'un soutien important des pouvoirs publics, notamment à travers une réduction de la taxation des pièces détachées importées.

[En savoir plus](#)

Le ministère de l'aviation civile approuve la création de deux nouvelles compagnies aériennes régionales (AlHind Air et Flyexpress)

Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme gouvernemental UDAN visant à accroître la connectivité aérienne régionale et à rendre le transport aérien accessible à l'ensemble de la population. Les deux compagnies devraient débiter leurs opérations dès 2026. AlHind Air appartient au groupe AlHind, spécialisé dans la prestation de services touristiques et dirigé par son fondateur Mohammed Haris. Basée à Cochin (Kerala), sa flotte est composée d'ATR 72-600 dont le nombre n'a pas été communiqué. La compagnie régionale FlyExpress Airlines (Hyderabad, Telangana) est quant à elle une filiale de la compagnie de transport aérien de fret FlyExpress. Cette décision intervient après la grave crise subie par IndiGo, première compagnie du pays, à la fin de l'année 2025 qui a entraîné la suppression de milliers de vols. Ces compagnies doivent encore recevoir l'*Air Operator Certificate* (AOC) délivré par la Direction Générale de l'Aviation civile pour débiter leurs opérations.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>